

L'HEURE EST À L'AUTODÉFENSE SOCIALE...

Beaucoup s'accordent à dire que, cette année en France, on n'a pas eu d'été. En cause une météo capricieuse qui n'a pas voulu faire le jeu des vacances - et, avec elles, de l'industrie touristique. Du coup, la traditionnelle gueule de bois de septembre est plus facile à supporter. Et, pourtant, le cocktail que nous ont préparé gouvernement et patronat pendant ces deux mois estivaux est plutôt du genre costaud, de ceux qui vous envoient au tapis dès le premier shot ingurgité. On n'avait jamais vu ça de mémoire d'homme (du moins pour ceux de mon espèce, celle apparue à la fin des années 1980)... Même l'UMP au pouvoir n'était pas allée aussi loin dans le cynisme et la servilité propatronale. C'est dire.

En termes de déclaration, la perle revient sans doute au ministre du Travail, l'ex-membre de la *Ligue communiste révolutionnaire (LCR)* François Rebsamen. Celui qui est aussi ministre du Dialogue social a la langue bien pendue quand il s'agit de parler des chômeurs. Surtout quand les statistiques donnent le gouvernement perdant dans le grand jeu du «*Qui qui fera baisser la courbe?*»! Ainsi, le 2 septembre dernier, notre ancien trotskiste a exposé, à l'antenne d'*i-télé*, sa stratégie d'enfer pour remporter la partie. De quoi s'agit-il? Rien de plus que de la bonne vieille matraque, certes ici symbolique: «*Je demande à Pôle emploi de renforcer les contrôles pour être sûr que les gens cherchent bien un emploi*», a-t-il donc déclaré, impassible. Évidemment, pareille déclaration a provoqué un tollé au sein d'une majorité socialiste certes encline à louer les bienfaits de l'ultralibéralisme version 11 janvier 2013 (rappelez-vous donc l'*Accord national interprofessionnel*, bien pire que le pacte de responsabilités), mais indignée quand il s'agit de renier aussi manifestement le socialisme fondateur (et ce, bien que ledit socialisme soit enterré depuis longtemps). Question de méthode, en somme. Et, aux yeux de la plupart des députés socialistes, notre ancien rouge-gorge a juste eu le tort de mal exprimer tout haut ce qu'ils pensent tous tout bas. La subtilité, petit François, c'est la règle d'or des hypocrates.

Au-delà de la déclaration en tant que telle - stigmatisante et cynique -, l'événement est révélateur de l'impasse dans laquelle se trouve la social-démocratie. Celle-ci a beau se parer d'une nouvelle perruque - made in Barcelone cette fois-ci - et se faire appeler «*social-libéralisme*», elle n'en reste pas moins incapable de résoudre le problème social; pire, elle l'aggrave. Faire à nouveau appel à la coercition pour lutter contre le chômage, voilà un pitoyable aveu d'échec cuisant. Pourtant, le gouvernement sait bien où ça cloche dans l'immédiat (en dehors de la vacuité même de son modèle sociétal): chez les patrons. Parce que le pacte de responsabilités de 2014, qui venait s'ajouter au Cice de 2012 et à l'ANI de 2013 (vous suivez la logique?), était censé apporter moult promesses d'embauches. Des promesses non tenues, à l'évidence.

Qu'attend donc le gouvernement pour réclamer aux patrons ce qu'ils lui avaient tant promis ? Rien. Mieux, il continue à abonder dans le sens des menteurs, poursuivant sans sourciller la mascarade commencée dès l'arrivée au pouvoir présidentiel en 2012. Ainsi, le Premier ministre, Manuel Valls, s'est-il offert une petite ovation patronale le 27 août, lors de l'université d'été du Medef, dans les Yvelines. C'est que son discours, tout de lèche, a séduit les cols blancs à Rolex (ceci est à peine une caricature), à tel point que Pierre Gattaz, le boss des boss, a salué «*un discours de lucidité, de pragmatisme, de clairvoyance, de courage*». Fort de ce soutien gouvernemental sans faille, l'organisation des puissants de ce monde a pu exposer sans crainte ses propositions de réformes libérales (c'est devenu un pléonasme), lesquelles consistaient à supprimer des jours fériés (au moins deux) et à instaurer la possibilité pour les entreprises de verser des salaires inférieurs au Smic. À celles-ci s'ajoutent aussi, bien sûr, l'exigence d'une remontée des seuils sociaux et une remise en cause de la loi sur les trente-cinq heures; pardi! Provocation? Le Medef le reconnaît lui-même lorsque, placide, il prévient que lesdites propositions «*peuvent apparaître certainement agressives ou caricaturales à certains*».

Pour le reste, les questions demeurent les mêmes depuis des mois. Que font les grandes centrales syndicales? Pourquoi se contentent-elles de s'indigner à demi-mot? Même les inutiles journées d'action ne

sont plus, pour l'heure, à l'ordre du jour. A-t-on touché le fond de la compromission? Ou bien sont-elles à ce point perdues face à des bases qui, malgré tout, branlent dans le manche? Quoi qu'il en soit, nous récoltons aujourd'hui les fruits bien mûrs de l'intégration des grandes centrales syndicales à l'appareil étatique; et les conséquences pourraient être lourdes pour les travailleurs, l'enjeu du patronat étant ni plus ni moins la destruction du Code du travail. «*Notre modèle social a fait son temps*», disait récemment Pierre Gattaz dans les colonnes du Parisien. En ce qui nous concerne, nous autres anarchistes, nous continuerons à le défendre, tout en portant l'urgente nécessité de son dépassement dans la lutte anticapitaliste et anti-étatiste.

Guillaume GOUTTE
Groupe Salvador-Segui
